entreprises territoires
et développement

Développer autrement

Rapport d'activités

Du 1er janvier au 31 décembre 2017

Juin 2018

Entreprises Territoires et Développement (ETD)

Association de droit togolais créée en 2003, formalisée juridiquement en juin et reconnue au Togo le 30 avril 2008 sous le N° 0160 / MATDCL-SG-DAPOC-DOCA, et au Bénin en avril 2010 sous le N° 2010/019/MISP/DC/DGAI/SAAP-ASSOC.

Reconnue comme Organisation Non Gouvernementale (ONG) le 23 décembre 2011 sous le numéro : N°631/PR/MPDAT/2011

A reçu son Accord Programme avec le Gouvernement togolais le 15 mai 2012 sous le numéro N°324/PR/MPDAT/2012

Siège social : Quartier Agbalépédogan à côté de la HAAC
06 BP : 61192 – Lomé 06/ Lomé- Togo - Tél : (00228) 22 51 94 81
Antenne Bénin : Fidjrossè, 07 B.P : 367 Cotonou - Tél : (00229) 21 15 95 47
E-mail : etd@etd-ong.org etd-tgb@yahoo.fr
Site internet : www.etd-ong.org

Président du Conseil d'Administration : Jean ALOTOUNOU

Directeur Général : Komi ABITOR

Directeur Financier et Comptable : Kodjo Démagna HOUNKANLI

Vision

Un environnement dans lequel les populations et surtout celles vulnérables, satisfont à leurs besoins essentiels et contribuent de façon responsable à la croissance économique et au développement durable de leur territoire.

Mission

Contribuer de façon durable au développement social et économique des populations vivant en milieu rural en valorisant les ressources humaines et naturelles tout en préservant l'environnement.

Zones d'intervention

Togo : Régions Maritime, des Plateaux, Centrale, de la Kara et des Savanes
Bénin : Régions Plateaux Ouémé, Mono, Gouffo, Zou-collines, Borgou, Alibori, Atacora-Donfa

Principaux Partenaires

Partenaires institutionnels : Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) et le MAEP (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche) au Togo et au Bénin

Partenaires Financiers :

- Union Européenne (UE),
- PPLM – EWDE (Pain Pour Le Monde) – Service protestant de développement,
- Ambassade de France au Togo,
- GeTM (Genève Tiers Monde),
- Terre des Hommes,
- Conseil General des Yvelines,
- UCT (Union des Communes du Togo),
- Banque Mondiale via MAEP Togo et Benin (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche),
- FIDA via MAEP Togo
- CFSI/FDF (Fondation de France)

Table des matières

Liste des abréviations 5
Liste des tableaux 7
Listes des figures 8
Liste des photos 8
Résumé 9
Introduction 11
I. Présentation de ETD 11
II. Contexte de mise en œuvre 13
1. Eléments de contexte global 13
2. Contexte national 14
III. Synthèse des réalisations de 2017 15
1.Synthèse des activités par résultat 15
1.1. Résultat 1 : Des PME agroalimentaires inspirées du modèle ESOP et impliquant les jeunes sont promues autour de chaînes à forte valeur ajoutée dans les pays d'intervention 15
1.2. Résultat 2 : Un dispositif d'incubation et de promotion d'entreprises agricoles et agroalimentaires est opérationnel 21
1.3. Résultat 3 : Des modes de production et de gestion durable de ressources naturelles sont diffusés 22
1.4. Résultat 4 : Des collectivités territoriales sont renforcées dans leurs rôles de promotion de leurs territoires et participent au renforcement de la résilience des populations 25
1.5. Résultat 5 : ETD a renforcé son professionnalisme, ses capacités d'innovation et son influence sur les politiques publiques dans les différents pays d'intervention 29
2.Activités transversales réalisées 33
3.Moyens et ressources mobilisés en 2017 34
3.1 Bilan financier 34
3.2. Compte de résultat 36
IV. Annexes : identification des programmes et projets mises en œuvres en 2017 39

Liste des abréviations

AFD	: Agence Française de Développement
AIDR	: Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AMAF	: Accès aux Marchés et Agriculture Familiale
ANPGF	: Agence Nationale de Promotion et de Garantie pour le Financement des PME et PMI
AVSF	: Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CCR-B	: Comité de Concertation des Riziculteurs du Bénin
CEET	: Compagnie d'Energie Electrique du Togo
CeCPA / SCDA	: Centre Communal de Promotion Agricole / Secteur Communal pour le Développement de l'Agriculture
CIDR	: Centre International de Développement et de Recherche
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CSP	: Chargé de Suivi des Producteurs
CTB	: Coopération Technique Belge
DRAEP	: Direction de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ESOP	: Entreprise de Services et Organisations de Producteurs
ETD	: Entreprises Territoires et Développement
EWDE	: Pain pour le Monde - Service Protestant de Développement – Bröt Für die Welt
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FECECAM	: Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelle
FECECAV	: Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
FIDES	: Fonds d'Investissement pour le Développement d'Entreprises Solidaires
FUCEC	: Faîtière des Unités de Coopératives d'Epargne et de Crédit
GETM	: Genève Tiers Monde
ICAT	: Institut Togolais de Conseil Agronomique
IMF	: Institution de Microfinance
INRAB	: Institut National de Recherche Agronomique du Bénin
ITRA	: Institut Togolais de Recherche Agronomique
INPIT	: Institut National pour la Protection Intellectuelle du Togo
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
OBC	: Organisation à Base Communautaire
OAPI	: Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OP	: Organisation de Producteurs
PADA	: Projet d'Appui à la Diversification Agricole
PADAT	: Programme d'Appui au Développement Agricole du Togo

PARDL DD	: Programme d'Appui au Renforcement de la Démocratie Participative Locale pour un Développement Durable dans le sud-est de la région des Plateaux au Togo
PASA	: Programme d'Appui au Secteur Agricole
PDC	: Programme de Développement Communautaire
PDC 2	: Programme de Développement Communautaire deuxième génération
PNIASA	: Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
POS	: Plan d'Orientation Stratégique
PSRSA	: Programme Spécial de Restructuration du Secteur Agricole
RESOP	: Réseau des Entreprises de Services et Organisations de Producteurs
SARL	: Société A Responsabilité Limitée
SA	: Société Anonyme
SAS	: Société Anonyme Simplifiée
SCAC	: Service de Coopération et d'Action Culturelle
SMOCIR	: Secrétariat de Mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé
SRI	: Système de Riziculture Intensive
UE	: Union Européenne
WAAPP	: West African Agriculture Productivity Program
WAGES	: Women Association for Gain both Economic and Social

Liste des tableaux

Tableau 1 : Situation de la structuration des ESOP en PME et TPE 16
Tableau 2 : Cadre de mesure de la performance du résultat 1 par pays d'intervention 21
Tableau 3 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 2 22
Tableau 4 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 3 25
Tableau 5 : Récapitulatif des marchés passés par les collectivités en 2017 26
Tableau 6 : Récapitulatif des ouvrages suivi 27
Tableau 7 : Initiatives locales soutenues en année 1 dans la Commune de Notsè 28
Tableau 8 : Initiatives locales soutenues en année 1 dans la préfecture du Moyen-Mono 29
Tableau 9 : Cadre de mesure de la performance du résultat 4 au Togo 29
Tableau 10 : Cadre de mesure de la performance du résultat 5 33
Tableau 11 : Cadre de mesure de la performance des activités transversales 34
Tableau 12 : Actif 35
Tableau 13: Passif 36
Tableau 15 : Charges 37
Tableau 16 : Produits et résultat 38
Tableau 16 : Fiche synthétique du Contrat PAEIJ-SP 39
Tableau 17 : Fiche synthétique du Contrat PROSOL 40
Tableau 18 : Fiche synthétique du Contrat PASA 41
Tableau 19 : Fiche synthétique du projet Maintien des revenus des petits paysans de manière durable et consolidation d'un réseau de la commercialisation, phase 2017 - 2019 / PPLM 42
Tableau 20 : Fiche synthétique du PARDEL-DD 43
Tableau 21 : Fiche synthétique du PARDEL 44
Tableau 22 : Fiche synthétique de stratégie de changement d'échelle 45
Tableau 23 : Fiche synthétique RIARD 45

Listes des figures

Figure 1 : Secteurs d'intervention de ETD 12

Figure 2: Illustration de la PME Soja Nyo 18

Figure 3 : Organigramme ETD 2016-2020 30

Liste des photos

Photo 1 : Vue partielle de l'atelier de pilotage (à gauche) et photo d'ensemble (à droite) 17

Photo 2 : Ancienne étiquette du miel ESOP (à gauche) et nouvelle étiquette du miel ESOP (à droite) 20

Photo 3 : Vue partielle des participants lors de l'atelier de formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation à Atakpamé (à gauche) et à Lomé au siège (à droite) 20

Photo 4 : Vue partielle des parcelles de riz sur des sites de bas-fonds aménagés au Togo.....22

Photo 5 : Formation des producteurs sur le compostage à base de champignons saprophytes et mycorhyziens 23

Photo 6 : Travaux de mise en place de parcelles SRI 23

Photo 7 : Photo de famille de la première réunion ordinaire du COS (à gauche) et travaux de groupe lors du diagnostic des besoins de formation dans le Moyen-Mono (à droite) 26

Photo 8 : Vues partielles de la construction des caniveaux dans le marché de Tado dans le Moyen-Mono.....28

Photo 9 : Sensibilisation des exploitants sur la restauration des berges à Wahala.....28

Photo 10 : Vue partielle des participants lors de l'atelier de formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation à Atakpamé (à gauche) et à Lomé au siège (à droite) 31

Résumé

Au cours du l'année 2017, l'ONG Entreprises Territoires et Développement (ETD) a poursuivi ses activités dans un environnement de défis d'enjeux et d'incertitude caractérisé par la poursuite de la mise en œuvre des Objectifs de développement Durables (ODD), la diminution des enveloppes de lutte contre le réchauffement climatique avec la sortie des Etats Unis de l'Accord de Paris sur le climat, la focalisation de l'aide au profit des programmes portés par les Etats réduisant ainsi les enveloppes destinées à la société civile et au ONG, la crise socio politique togolaise et les grandes réformes institutionnelles et organisationnelles au niveau du secteur agricole au Bénin.

Les réalisations majeures obtenues se déclinent comme suit :

- au total 24180 producteurs dont 9049 femmes issus de 1920 groupes mis en lien avec les ESOP du Togo et du Bénin ;
- au total 25 ESOP formalisées au 31 décembre dont 19 au Togo et six (06) au Bénin ;
- la mise en œuvre du processus de fusion, de regroupement et de structuration des ESOP avec au total 12 PME retenus dont : huit (08) PME au Togo (5 sur la filière riz, 2 sur le soja et 1 sur ananas) et quatre (04) PME au Benin (Alibori, Attacora, Vallée, Coline) ;
- au total 562 215 000 F CFA de crédits mobilisés par les producteurs ;
- au total 169 primo-entrepreneurs formés et enrôlés dans les différents maillons ;
- au total 91 ha de bas-fonds aménagés dont 66 ha au Togo et 25 ha au Bénin ;
- la formation et l'accompagnement des producteurs à l'adoption des pratiques respectueuses de l'environnement avec : (i) 5310 producteurs formés/recyclés, accompagnés sur SRI au Togo et au Bénin, (ii) 3108 producteurs formés et ou recyclés sur les mesures GDT/AAC, (iii) 2450 producteurs formés et suivis sur la production biologique du soja et (iv) 1373 hectares certifiés par l'organisme ECOCERT au profit de 1405 producteurs pour une production de 2060 tonnes de soja biologique.
- quatre collectivités locales accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire, le renforcement de leurs capacités techniques et financières avec : (a) un diagnostic des besoins en formation des Comités de Développement à la base réalisé , (b) une stratégie préfectorale de développement durable (SPDD) élaborée, (c) 7 diagnostics cantonaux réalisés, (d) 17 initiatives locales soutenues ; (e) 10 Km berges restaurés, (d) 20 hectares de forêts communautaires mises en place et (f) une rencontre inter- collectivité à la suite de la promulgation de la loi du 23 juin 2017 portant création des communes au Togo.
- au total 39 thèmes de capitalisation retenus, 13 documents de capitalisation produits et 19 articles rédigés et publiés en 2017 ;
- Au total, huit (08) projets et programmes exécutés pour un chiffre d'affaire global de 754 790 893 F CFA, soit 1 151 350, 57 euros mobilisant 67 salariés (56 au Togo et 11 au Bénin).

Les prévisions de l'année ont été réalisées à plus de 90 %. Les perspectives de l'année 2018 sont : (i) la poursuite de l'opérationnalisation du POS 2016 - 2020, (ii) la mise en œuvre des projets enclenchés en 2016 et en 2017, (iii) la participation aux réseaux notamment l'AIDR, la

FONGTO et le REPAOC, (iv) la poursuite de la formalisation des acquis de ETD sur les thématiques de l'accès au marché pour l'agriculture familiale et de l'appui à la gouvernance locale en vue du développement économique et durable des territoires, (v) la poursuite des travaux de construction du siège de ETD à Lomé, (vi) la formulation de nouveaux programmes et projets et, (vi) la recherche de financements pour la diversification des partenariats.

Introduction

L'ONG Entreprises Territoires et Développement (ETD) a poursuivi en 2017 la mise en œuvre de son Plan d'Orientation Stratégique POS 2016-2020.

Le présent rapport couvre la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017 et dresse le bilan des activités menées par ETD au cours de cette période. Il est structuré en quatre chapitres qui précisent dans l'ordre : (i) la présentation de ETD, (ii) le contexte de mise en œuvre des activités, (iii) la synthèse des réalisations de 2017 et (iv) l'identification des programmes et projets mises en œuvres en 2017.

I. Présentation de ETD

Créée en 2003, l'ONG ETD (Entreprises Territoires et Développement) est reconnue au Togo en 2008 et au Bénin en avril 2010 comme association de droit loi 1901 et par la suite comme ONG. ETD est enregistré au Togo sous le N° 0160 / MATDCL-SG-DAPOC-DOCA, et au Bénin en avril 2010 sous le N° 2010/019/MISP/DC/DGAI/SAAP-ASSOC. Elle a son siège social à Lomé mais dispose de 3 bureaux déconcentrés respectivement à Notsé, Atakpamé et Blitta et d'une Antenne à Cotonou. Elle est reconnue au Togo depuis 2011 comme ONG.

Les interventions de ETD portent sur trois (03) secteurs tels que présentés sur la Figure 1.

ETD définit et met œuvre des programmes de développement qui contribuent à la création à la répartition équitable de richesse entre les acteurs dans les secteurs de l'agriculture, de la gouvernance locale, de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Son approche met au centre des actions la logique économique. Elle a fait le choix de concentrer ses interventions au Togo et au Bénin avec un positionnement qui lui permet de couvrir toutes les régions administratives et économiques desdits pays. ETD intervient en faveur des populations vivant en milieu rural avec une approche favorisant des échanges du type « du rural vers l'urbain et de l'urbain vers le rural ».

ETD s'est dotée d'un plan stratégique 2016 – 2020 articulé autour de 5 axes (i) la promotion de PME et de chaînes de valeur agroalimentaires en s'inspirant des acquis du système ESOP ; (ii) la diffusion des modes de production durables et responsables qui garantissent la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux populations ; (iii) le renforcement place et le rôle des collectivités locales dans la gouvernance des territoires, la démocratie locale et la résilience des populations ; (iv) la construction d'alliances stratégiques avec le secteur privé, la société civile, les institutions de recherche et l'Etat pour accroitre la satisfaction des bénéficiaires et créer des emplois pour les jeunes ; (v) le raffermissement de la reconnaissance, la participation et l'influence de ETD sur les politiques sectorielles dans les pays d'interventions.

ETD est membre de l'Alliance Internationale de Développement et de Recherche (AIDR)[1] et de la FONGTO (Fédération des ONG au Togo). Le Directeur Général de ETD assure la présidence du Conseil d'Administration de ces deux réseaux.

[1] L'AIDR est un réseau de 30 organisations de développement issues de 10 pays d'Afrique et de France dont la mission est de contribuer à la promotion d'entreprises de développement professionnelles, disposant d'une réelle capacité d'innovation, ouvertures aux problématiques de développement et ouvrant à l'influence des politiques publiques sectorielles. Son siège à Lomé au Togo

Au plan partenarial, ETD bénéficie de l'appui d'une dizaine de partenaires techniques et financiers dont les Ministères de l'Agriculture des deux pays d'implantation pour la mise en œuvre de programmes de développement sur des ressources de la Banque Mondiale. Les partenaires tels que Bröt For Die Welt (PPLM), l'UE et Genève Tiers Monde (GeTM) constituent les gros contributeurs à la réalisation des opérations sur le terrain.

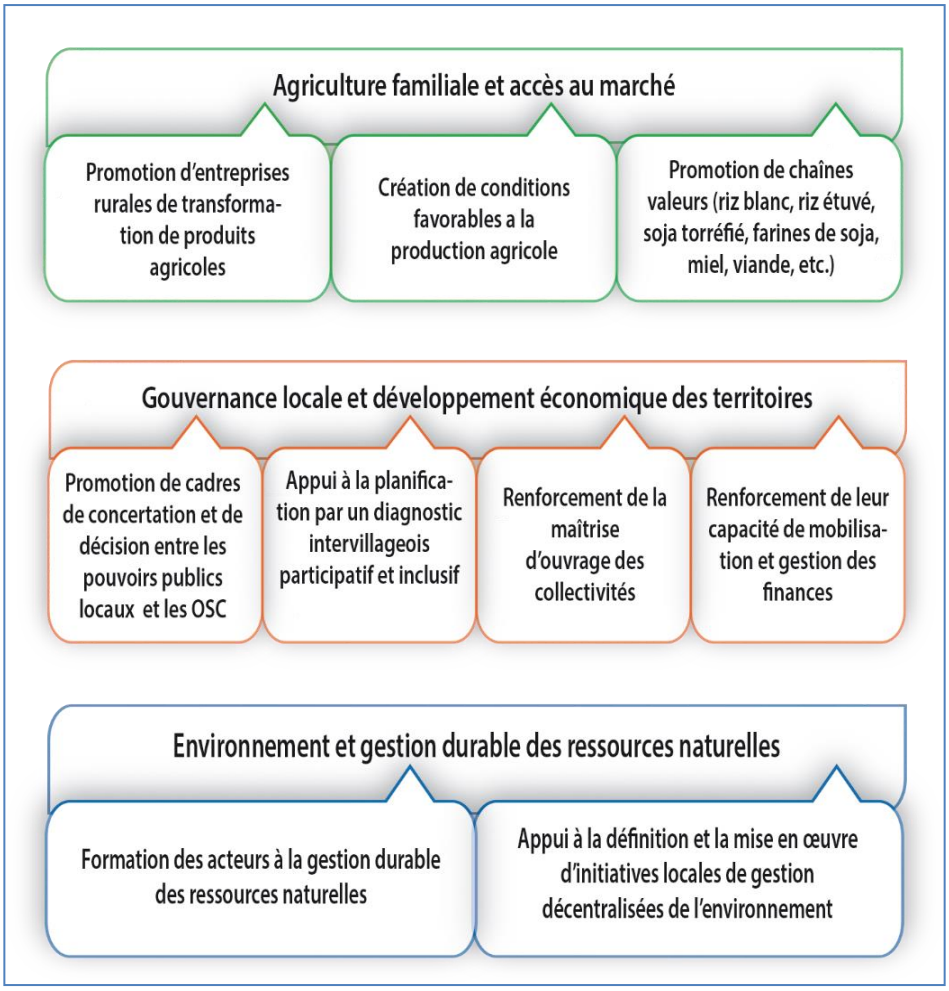

Figure 1 : Secteurs d'intervention de ETD

II. Contexte de mise en œuvre

L'environnement dans lequel ETD a mise en œuvre ses activités de ETD en 2017, est un environnement de défis d'enjeux et d'incertitude caractérisé par : (i) la poursuite de la mise en œuvre des Objectifs de développement Durables (ODD), (ii) la diminution des enveloppes de lutte contre le réchauffement climatique, (iii) la focalisation de l'aide au profit des programmes portés par les Etats réduisant ainsi les enveloppes destinées à la société civile et au ONG, (iv) la crise socio politique togolaise et ,(v) les grandes réformes institutionnelles et organisationnelles au niveau du secteur agricole au Bénin.

1. Eléments de contexte global

Les Objectifs de Développement Durables (ODD) adoptés en remplacement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

En adoptant de nouveaux objectifs de développement durable et un accord pour la prise en compte du changement climatique sinon réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les 15 ans à venir, les grands dirigeants du monde ainsi que les acteurs du secteur privé et de la société civile ont convenu d'œuvrer à la construction d'un monde plus vivable et apaisé. En s'y accordant, les différents acteurs conviennent de l'impérieuse nécessité d'innover aussi bien dans les types d'actions de développement à mener que dans les mécanismes de financement de ces actions en vue d'un mieux-être pour tous.

Les ODD portent sur une économie inclusive qui favorise un accès équitable pour tous à des services de base, qui protège les écosystèmes et l'environnement et qui doit se construire en partenariat entre toutes les parties prenantes (publiques, privées, sociétés civiles et ONG nationales et internationales).

Le retrait des Etats Unies d'Amérique de l'Accord de Paris sur le climat

Le retrait des Etats-Unis le 1er juin 2017 de l'accord de Paris sur le climat rend difficile l'atteinte de l'objectif de limitation du réchauffement. Ce retrait a pour conséquences immédiates l'augmentation de la facture des autres poids lourds faisant partie des signataires, comme la Chine, la Russie, et les pays de l'Union européenne et un risque de boule de neige car cela pourrait donner des idées à d'autres pays qui se poseraient la question de maintenir leurs engagements. Ce qui favorise une diminution des enveloppes prévues pour la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays du Sud.

La focalisation de l'aide sur les programmes portés par les Etats

Face aux questions d'efficience de l'aide, et à la perte de la position stratégique de l'Afrique subsaharienne au profit de au profit de l'Europe centrale et orientale, les gouvernements des pays africains se sont résolument tournés vers l'assainissement des structures et l'amélioration des politiques. Ces efforts entrepris par les gouvernements ont favorisé une focalisation de l'aide aux profits des programmes portés par les Etats, diminuant ainsi les enveloppes destinées à la société civile et aux ONG.

2. Contexte national

Une pauvreté encore prégnante au Togo et au Bénin

Le Togo et le Bénin présentent des caractéristiques géographiques, agro-écologiques et démographiques fort semblables et leurs populations vivent encore majoritairement (60 à 70 %) dans les zones rurales. Caractérisés par des économies dominées par l'agriculture, les incidences de croissance positive sur le développement dans ces deux pays été limitées en partie à cause de la croissance démographique relativement élevée (3,2 %).

La pauvreté prévaut au Togo et au Bénin. Selon les dernières estimations, un tiers de la population béninoise continue de vivre sous le seuil de pauvreté monétaire, tandis qu'environ 40 % de la population vit dans la pauvreté structurelle (non monétaire). Au Togo, selon les résultats de l'enquête QUIBB, l'incidence de la pauvreté est estimée à 58,7% de la population, soit près de 3,24 millions d'habitants répartis dans 535 486 ménages sur une population estimée à 6,7 millions habitants en 2014. La pauvreté est essentiellement rurale et l'incidence est de 74,3%.

Une crise socio politique au Togo

Le Togo a connu depuis août 2017 une crise sociopolitique qui paralyse le pays sur plusieurs plans. Des séries de manifestations ont été organisées et se poursuivent avec pour exigences des réformes constitutionnelles. Ces soulèvements politiques traduits par des manifestations de foule organisées par l'opposition togolaise mobilisent des milliers de partisans dans les rues de Lomé et d'autres villes du pays. Cette situation de crise qui prévaut dans le pays sape la bonne marche des activités et fragilise l'économie. Au lendemain des premières séries de manifestations, le gouvernement a annoncé une perte quotidienne d'1,5 milliards de F CFA de recettes enregistrée par les services compétents, sans pour autant chiffrer l'impact de la censure d'internet intervenue par moment.

Les grandes réformes institutionnelles et organisationnelles au niveau du secteur agricole au Bénin

Le nouveau gouvernement du Bénin dans son élan ferme de moderniser l'agriculture et l'élevage, l'aquaculture et développer la transformation des produits agricoles a marqué une volonté manifeste de promouvoir des modèles économiques de promotion de chaines de valeur qui sont de nature à booster l'économie nationale. C'est ce qui a justifié le programme d'action du gouvernement (PAG) appelé « Bénin révélé » qui dans son plan d'actions sectoriel agriculture a nécessité la dissolution des CARDERs, la liquidation de douze sociétés et offices d'Etat et le découpage des régions agricoles en sept pôles de développement agricole axés sur des filières. Pour mener à bien les réformes, deux organismes ont été installés notamment : (i) la création de sept agences territoriales de développement agricole (ATDA) pour s'occuper de la promotion des filières au niveau des pôles et (ii) la création des directions départementales de développement agricole (DDAEP) qui se positionnent désormais sur les fonctions régaliennes de l'Etat dans le secteur agricole.

III. Synthèse des réalisations de 2017

1. Synthèse des activités par résultat

Plusieurs activités ont été réalisées en 2017 par ETD au titre des différents programmes et projets mises en œuvre dans l'atteinte des différents résultats du POS 2016-2020. Au total huit (08) projets et programmes ont été mises en œuvre en 2017 notamment : (i) le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs porteurs (PAEIJ-SP) ; (ii) la Promotion et diffusion des techniques de protection et de réhabilitation des sols à travers le réseau des ESOP dans les communes cibles du PROSOL au Benin ; (iii) le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) ; (iv) le projet Maintien des revenus des petits paysans de manière durable et consolidation d'un réseau de la commercialisation au Bénin et au Togo ; (v) le Programme d'appui au renforcement de la démocratie participative locale pour un développement durable dans le sud-est de la région des Plateaux au Togo (PARDEL-DD) ; (vi) le Projet d'appui au renforcement de la démocratie et du développement économique local (PARDEL) ; (vii) la Stratégie de changement d'échelle de la démarche ESOP au Togo et (viii) le Projet de Repérage d'Initiatives Alimentaires Responsables et Durables (RIARD) au Togo et au Bénin.

1.1. Résultat 1 : Des PME agroalimentaires inspirées du modèle ESOP et impliquant les jeunes sont promues autour de chaînes à forte valeur ajoutée dans les pays d'intervention

Les différentes activités réalisées en 2017 autour du résultat 1 sont les suivantes.

1.1.1. Transformer les ESOP existantes en PME agroalimentaires viables

Au titre de la transformation des ESOP en PME, les activités réalisées au cours de l'année 2017 ont concerné : l'accompagnement de la transformation des ESOP existantes en Société Anonyme taille moyenne, l'organisation d'un atelier pour définir les modalités de passage à l'échelle, le regroupement et la structuration des ESOP et l'accompagnement des ESOP dans le processus de formalisation et structuration en PME SAS et SARL.

- ☞ A fin 2016, la plupart des ESOP Togo ont été accompagnées par ETD à organiser leur AGC et la plupart ont pu obtenir leur carte unique de création d'entreprise, la carte de ressortissant et l'immatriculation au registre de crédit immobilier. Au cours de l'année 2017, d'autres ESOP ont été formalisées au Togo comme au Bénin avec des AG consécutives tenues dans certaines ESOP. Les demandes d'immatriculation ont également été soumises. A cet jour 25 ESOP sont formalisées (19 au Togo et 6 au Bénin) et le processus de mutation vers une SAS est entamé pour trois (03) ESOP (Notsè riz, Soja Nyo et Agou). Il faut rappeler que le RESOP Togo a été également formalisé en SARL depuis. Cependant sa dissolution est en cours afin de lui donner un autre statut lui permettant de créer un cadre de communication institutionnelle entre les ESOP.
- ☞ Un atelier ayant réuni les cadres de ETD et les gérants des ESOP s'est tenu le 12 janvier 2017 pour définir les axes sur lesquels il faudrait agir pour une mise à l'échelle des ESOP et échanger autour de la mise sur pied d'un comité de pilotage.

- Au total (06) axes notamment : la promotion des PME et TPE ; l'amélioration de la production et de la productivité ; le marché et la commercialisation ; la qualité des produits ; le financement des PME et TPE et l'accompagnement de ETD ont été retenus. Avec Dans le cadre de la mise sur pied d'un comité de pilotage, il a été retenu que le comité se réunira à une fréquence de 6 mois et sera composé des représentants des ESOP, de ETD, de la société civile, des services déconcentrés de l'Etat, etc.
- Une grille de caractérisation des PME a été élaborée avec au total 12 PME ont été retenus dont : huit (08) PME au Togo (5 sur la filière riz, 2 sur le soja et 1 sur ananas) et quatre (04) PME au Benin (Alibori, Attacora, Vallée, Coline) ;
- Au total, six (06) ESOP au Togo (Adéticope, Tchaoudjo, Notse riz, Mango, Sotouboua RE, Dapaong) sont accompagnées dans l'évolution vers le statut des PME ainsi que deux (02) schémas PME (Collines et Alibori) sont activés au Bénin. La situation de la structuration des ESOP en PME et TPE est présentée dans le Tableau 1.

<u>Tableau 1</u> : Situation de la structuration des ESOP en PME et TPE

Filière	PME		TPE	
	ESOP	**Nombre**	**ESOP**	**Nombre**
Riz	Dapaong Mango Sotouboua RE Notsè Agou Alibori Atacora Vallée Collines	9	Mandouri, Mango semences, Pagouda, Blitta, Elavagon, Amou-Oblo, Badou, Kovié, Ouake, Lalo	10
Soja	Sokodé Soja Nyo	2	Tandjouaré, Kouka, Bassar, Kaboli/Tchamba, Nyamassila, Amlamé, Djidja	7
Ananas	Adéticopé	1	Danyi, Tsévié	2
Manioc			Akébou	1
Miel			Adjéngré, Kpalimé	2
Viande			Notsé	1
Total		**12**		**23**

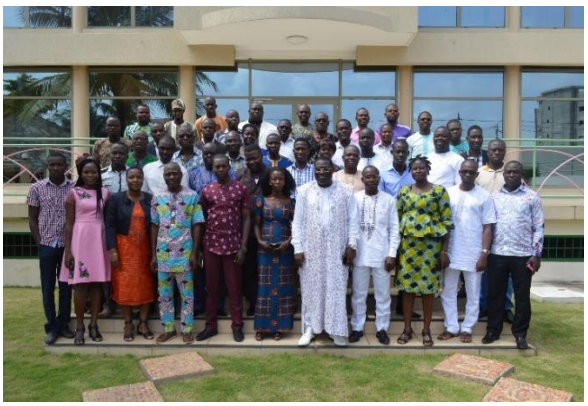

Photo 1 : Vue partielle de l'atelier de pilotage (à gauche) et photo d'ensemble (à droite)

☞ Concernant le regroupement et la structuration, des actions ont été menées notamment:

- la mise en œuvre du processus de regroupement des ESOP dont le regroupement de : (i) l'ESOP Tchamba riz avec l'ESOP Kaboli soja ; (ii) l'ESOP Sotouboua Riz étuvé avec l'ESOP Sotouboua Riz blanc et l'ESOP Miel Adjengré ; (iii) l'ESOP Amou Oblo (riz) avec l'ESOP Amlamé (soja) ; (iv) l'ESOP Blitta riz avec l'ESOP Blitta Provende et (v) le regroupement des ESOP semences en cours de matérialisation où Kovié et Mango seront fusionnées en une seule entreprise avec des succursales dans les régions ;
- la détermination des bases des PME du Bénin avec : (i) Savalou comme base pour la PME Collines ; (ii) Kandi comme base pour la PME Alibori ; (iii) Tanguiéta ou Natitingou comme base pour la PME Atacora et (iv) Dangbo ou Adja-Ouèrè comme base pour la PME Vallée de l'Ouémé ;
- la mise en œuvre du processus de fusion des ESOP avec : (i) l'ESOP Tsévié qui sera rattachée à l'usine de transformation de jus d'Adéticopé avec Danyi comme zone de collecte ; (ii) l'ESOP Mandouri fusionnée à l'ESOP Dapaong qui assurera désormais le pilotage et la gouvernance des deux ESOP et (iii) l'ESOP miel Kpalimé rattachée à l'ESOP Agou ;
- la réflexion autour de la production de l'huile et le tourteau de soja par l'ESOP Djidja après son passage à l'échelle ;
- la clarification du positionnement des ESOP Huilerie de Sokodé, jus d'ananas d'Adéticopé et Soja Nyo comme des agrégats autour desquels se retrouveront des TPE d'approvisionnement selon le schéma suivant : (i) les TPE Kaboli/Tchamba, Nyamassila, Bassar, Tandjouaré vont approvisionner le PME Huilerie de Sokodé, pendant que les TPE Kouka, Amlamé à l'instar de transformer une partie de leur stock vont approvisionner le PME Soja Nyo et enfin Danyi, Tsévié vont approvisionner le PME Adéticopé. Les PME en plus d'être structurées suivant l'approche chaîne de valeur, seront aussi organisées en cluster avec plusieurs agrégateurs au tour des entreprises structurantes comme le montre le cas de Soja Nyo PME dans la Figure 2.
- la présentation de la nouvelle dynamique PME aux responsables OP des Collines (UNIRIZ) et de l'Atacora-Donga (URCPR-AD).

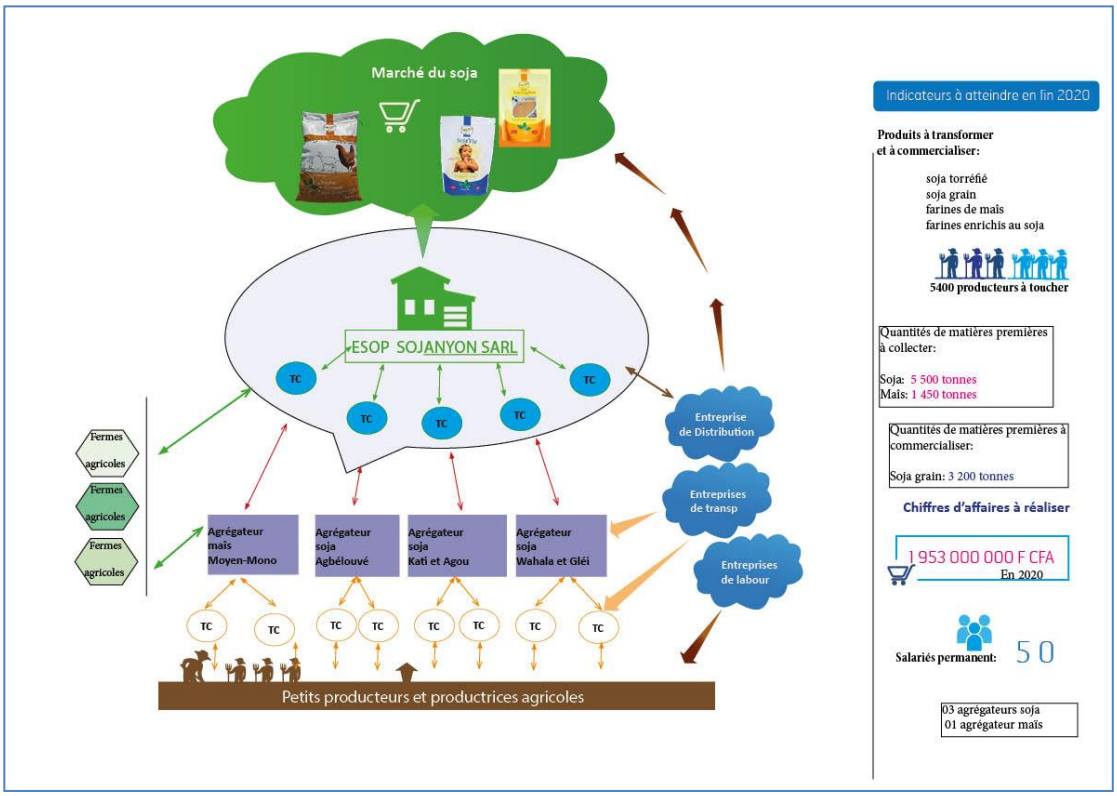

Figure 2 : Illustration de la PME Soja Nyo

1.1.2. Opérationnaliser un fonds d'investissement et de développement d'entreprises

Pluisieurs actions au titre de cette activité notamment la recherche de partenaires et la mobilisation de fonds ont été réalisées en 2017. Ces actions sont les suivantes :

- ☞ L'identification de deux (02) partenaires privés et leur participation au capital de CIDEA aux côtés de ETD ;
- ☞ La mise en œuvre et la poursuite du processus de mobilisation d'autres partenaires privés pour la levée de fonds au profit de CIDEA ;
- ☞ La mobilisation de fonds privés ayant permis de mener les premiers tests de financement de trois (03) ESOP (Soja Nyo, Agou et Kovié) à hauteur de 105 000 000 de F CFA ;
- ☞ La mobilisation de fonds auprès des partenaires techniques et financiers et les banques commerciales à travers le montage et soumission d'un projet d'un coût global de l'ordre de 19,588 millions d'euros sur quatre ans dont 600 000 euros sous forme de subvention aux charges de fonctionnement et le reste pour le financement des PME ;
- ☞ Le transfert des parts de ETD dans les entreprises (Agou, Notsé et Soja Nyo) pour le compte de CIDEA avec l'organisation et animation de l'AGE de l'ESOP Agou qui a statué sur le transfert des parts de ETD de l'ESOP vers le CIDEA.

1.1.3. Accompagner la mise en place de démarches qualité dans les entreprises

Dans le cadre de la mise en place de démarches qualité plusieurs actions se rapportant à l'élaboration du manuel de procédure qualité et du manuel HACCP, à la poursuite de la

formation sur l'hygiène et la qualité des produits et des démarches administratives (certificat de salubrité et à l'autorisation de mise en marché des produits ont été réalisées.

Courant 2017, des démarches ont été menées au Togo auprès de l'INH et ITRA pour l'obtention du certificat de salubrité 2017 et au Bénin, auprès du Laboratoire Centrale de Contrôle de Sécurité Sanitaire des Aliments (LCSSA) et de l'Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire Alimentaire (ABSSA) pour l'analyse des échantillons dans le but d'obtenir la certification des produits au Bénin. A cet effet des inspections ont été au niveau des ESOP Soja Nyo, Riz Notsè, Viande Notsè, Agou, Amou-Oblo, Badou et Elavagnon pour le constat des écarts et de la mise en œuvre des recommandations formulées à l'endroit de ces ESOP. Au total quatre (04) ESOP (Notsè, Sotouboua, Dapaong et Mandouri) inspectées par l'ITRA et les prélèvements réalisés.

Les ESOP ont également été appuyées dans la réalisation des analyses microbiologiques et de salubrité. Ce faisant, des analyses microbiologiques et physico-chimiques pour les ESOP riz ont été réalisées. Au total huit (8) certificats de salubrité ont été reçus pour quatre (4) ESOP à raison de 2 certificats (un certificat pour le riz blanc mélangé et un autre pour le riz Délice (long grain et brisures)) par ESOP. Il s'agit des ESOP Riz Notsè, Sotouboua, Dapaong et Mandouri.
Le processus d'obtention d'autorisation de mise sur le marché des produits notamment le riz a abouti. Et parallèlement, les inspections et contrôles du riz à livrer à la Brasserie dans les ESOP à chaque livraison assortie de recommandations ont été réalisés.

Concernant l'élaboration des manuels, documents et fiches :

- un manuel des conditions d'hygiène à l'endroit des ESOP a été élaboré et diffusé ;
- l'élaboration d'une politique qualité avec des communications présentées aux ESOP sur le référentiel de base HACCP et sur les règles d'hygiène dans une industrie agroalimentaire en vue de sensibiliser le personnel des ESOP au respect des mesures et normes de qualité est en cours de réalisation ;
- au total sept (7) procédures de transformation pour les farines : procédure de réception et de stockage des matières premières, procédure de déstockage, procédure de vannage, procédure de torréfaction, procédure de mouture, procédure de conditionnement et procédure de stockage des produits finis ont été élaborées ;
- des fiches descriptives des farines (Sojavie et Sojazogbon) pour Soja Nyo ont été élaborées.

1.1.4. Développer la vente des produits issus des ESOP par la mise en œuvre d'un plan de promotion

Les réalisations majeures de l'année 2017 au titre de cette activité sont les suivantes : (i) La signature d'un accord le 09 juin 2017 entre la Brasserie du Bénin (BB) de Lomé et les ESOP riz du Togo pour la fourniture d'environ 1000 tonnes de riz paddy par an à la Brasserie pour la production de la bière locale PILS ; (ii) La réalisation des études de marché sur : (a) la farine maïs, (b) l'huile et le tourteau de soja, et (c) la viande de volailles, ovins et caprins ; (iii) La conception de nouveaux emballages du riz délice, la finalisation de la charte graphique du jus, la définition du packaging miel et l'adaptation à la bouteille en verre de

l'étiquette miel ; (iv) L'appui des ESOP à la négociation de marchés d'écoulement pour les produits des ESOP devant déboucher sur la signature de contrats fermes de livraison avec des acheteurs au titre desquels figurent : CANNAN EXO pour la pâte de manioc, SOY TOUCH et CERESCO pour le soja et SOLTEAM pour le tourteau de soja ; (v) L'accompagnement à l'animation d'un stand d'exposition des produits ESOP aux foires : (a) « made in Togo » du 28 juillet au 11 août 2017, (b) SIALO du 6 au 10 octobre 2017 et (c) CETEF du 28 novembre au 11 décembre 2017 à Lomé et (vi) La participation du RESOP Bénin à deux (02) foires et une exposition vente dans les ministères en décembre 2017 et au « Salon de l'entreprenariat jeunes et féminins » organisé par l'Institut de Sécurité Alimentaire de l'Université d'Abomey-Calavi (ISA/UAC) au cours duquel le RESOP a remporté le premier prix de l'innovation.

Photo 2 : Ancienne étiquette du miel ESOP (à gauche) et nouvelle étiquette du miel ESOP (à droite)

Photo 3 : Vue partiel des participants lors de l'atelier de formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation à Atakpamé (à gauche) et à Lomé au siège (à droite)

1.1.5. Faciliter l'accès à des financements bancaires aux ESOP

Au cours de la période, les ESOP ont été : (i) appuyées dans la recherche du financement de leur besoins en fonds de roulement et au financement de la campagne agricole des producteurs et (ii) accompagnées dans la rédaction des dossiers de crédits.

Ainsi au total 15 ESOP Togo (Amlamé Sarl, Amou-Oblo, Badou Sarl, Dapaong, Elavagnon Sarl, Mango Sarl, Notsè Sarl, Pagouda Sarl, Soutouboua RE Sarl, AGOU Sarl, KOUKA Sarl, Soja Nyo Sarl, Tandjouaré, Bassar, Nyamassila) ont été accompagnées dans la recherche du financement pour l'achat de la matière première de la campagne 2017-2018. Un montant de

369 000 000 FCFA a été mobilisé sur 838 813 169 FCFA de crédit sollicité au profit de neuf ESOP auprès des IMF et banques respectives.
Au Bénin, un arrêt des intérêts suites aux séances de travail avec la microfinance ALIDE a été obtenu dans le but de réactiver la collaboration avec les ESOP du Bénin.

Le Tableau 2 ci-après présente la mesure de la performance des indicateurs du résultat 1.

Tableau 2 : Cadre de mesure de la performance du résultat 1 par pays d'intervention

Indicateur	Togo	Bénin	Total réalisé
Nombre d'ESOP transformées en SA (PME)	5	4	9
Nombre de chaînes de valeur promues à travers les PME	9	2	9
Chiffre d'affaire des PME promues (en million de FCFA)	1221,718 470	223,44	1445, 158 47
Chiffre d'affaires des TPE ESOP (en million de FCFA)	1171,579 651	95,25	1266, 829 651
Nombre de PME soutenues par le CIDEA	2	0	2
Montant investi dans les PME ESOP par le CIDEA	105 000 000	0	105 000 000

1.2. Résultat 2 : Un dispositif d'incubation et de promotion d'entreprises agricoles et agroalimentaires est opérationnel

Au cours de l'année 2017, la plupart des activités qui ont meublé l'opérationnalisation du dispositif d'incubation et de promotion d'entreprises agricoles ont concerné la poursuite de l'appui à la création et au développement d'entreprises par les jeunes primo-entrepreneurs et l'accompagnement des entreprises dans leur développement. L'opérationnalisation du centre d'incubation n'a pas été effective.

L'appui aux primo-entrepreneurs a consisté à : (i) leur sélection (évaluation des dossiers, réalisation d'entretiens individuels et liste définitive) ; (ii) la formation à l'entreprenariat agricole ; (iii) la formation à l'élaboration des plans d'affaire ; (iv) l'accompagnement à l'actualisation et à la validation des plans d'affaires définis assorti de plans de financement ; (v) le suivi individualisé à la finalisation des plans d'affaires ; (vi) le suivi des activités de production ; (vii) la facilitation de l'accès aux intrants et crédit de campagne selon le mécanisme interne des ESOP avec leur IMF partenaires ; (viii) l'accompagnement sur les différents modèles fermier (modèles fermiers ovins, caprins, poulet local amélioré de chair, pintade, poule-pondeuse et modèle collecteur de soja et de maïs), (iv) l'accompagnement à la signature de contrat de production en lien avec les ESOP ciblées et (x) la formation à l'éducation financière.

Au total 169 primo-entrepreneurs ont été formés et enrôlés dans les différents maillons. De ces 169 primo-entrepreneurs, 112 ont été mis en lien avec les ESOP.

Le Tableau 3 ci-après présente la mesure de la performance des indicateurs du résultat 2.

Tableau 3 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 2

Indicateur	Togo		Taux de réalisation	Analyse des écarts, commentaire
	Prévu	Réalisé		
Nombre de jeunes primo-entrepreneurs installés dans les chaînes de valeur promues	385	112	29 %	
Nombre de jeunes formés au centre d'incubation	385	169	44 %	
Nombre d'entreprises portées par des jeunes accompagnées	385	169	44 %	Il s'agit des entreprises individuelles
Nombre d'emplois créés pour les jeunes dans les chaînes de valeur promues	5504	336	6 %	

1.3. Résultat 3 : Des modes de production et de gestion durable de ressources naturelles sont diffusés

Plusieurs activités au titre du résultat 3 du POS ont été réalisées grâce aux ressources des projets et programmes poursuivis au cours de l'année 2017. Ces activités sont les suivantes.

1.3.1. Accompagner les producteurs dans la gestion durable des ressources (aménagements hydroagricoles, diffusion de techniques agro écologiques)

L'accompagnement des producteurs dans la gestion durable des ressources s'est fait au cours de l'année 2017 avec : (i) l'aménagement des bas-fonds ; (ii) la formation sur les techniques de gestion durables des terres ; (iii) la poursuite de la diffusion de la technique de production du riz par le système de riziculture intensive (SRI) et (iv) la poursuite de l'accompagnement des producteurs à la production et à la certification du soja biologique.

- ☞ L'aménagement des bas-fonds s'est poursuivi avec : (i) 66 ha aménagés au Togo au profit de 80 producteurs et (ii) et 25 ha de bas-fonds aménagés en courbe de niveau à Savalou et Bantè au Bénin.

Photo 4 : Vue partielle des parcelles de riz sur des sites de bas-fonds aménagés au Togo

- ☞ La formation des producteurs des ESOP Bénin sur les techniques de gestion durable des terres avec : (i) 3067 producteurs recyclés et /ou la formés sur les techniques de gestion

de la fertilité des sols ainsi que les mesures d'adaptation au changement climatique ; (ii) 1420 producteurs formés à la fabrication du compost à base du champignon saprophytes et symbiotiques ; (iii) 759,9 ha de terres réhabilitées et ou protégées et (iv) 3108 producteurs formés et ou recyclés sur les mesures de gestion durable des terres (GDT) / Adaptation aux aléas climatiques (AAC).

Photo 5 : Formation des producteurs sur le compostage à base de champignons saprophytes et mycorhyziens

☞ La poursuite des activités de diffusion de la technique SRI auprès des producteurs des ESOP du Togo et du Bénin avec : (i) la formation et l'accompagnement à l'installation des parcelles ; (ii) l'élaboration d'une nouvelle stratégie de diffusion de SRI et sa présentation aux gérants et CSP des ESOP ; (iii) la sensibilisation des producteurs ; (iv) 2852 producteurs formés, accompagnés et suivis au Togo ; (v) 2458 producteurs dont 54,03% de femmes formés et/ou recyclés au Bénin ; (vi) 96 Parcelles de Démonstration (PD) installées et suivies au Bénin ; (vii) 405 hectares de terres emblavées en SRI au Togo et (viii) 11 chargés de suivis de producteurs (CSP) formés sur le transfert de la technologie aux producteurs au Togo.

Photo 6 : Travaux de mise en place de parcelles SRI

☞ La poursuite de l'accompagnement des producteurs à la production et à la certification du soja biologique avec : (i) la sensibilisation des ESOP au sujet de la certification des produits ; (ii) la sensibilisation et la sélection des producteurs ; (iii) l'identification d'un organisme certificateur (Ecocert) et la signature d'un contrat entre Ecocert et l'ESOP Soja Nyo qui conduit le processus au nom de toutes les ESOP ; (iv) l'appui à la

conduite du processus de certification externe en lien avec Ecocert ; (v) 560 producteurs formés au Bénin sur les itinéraires techniques ; (vi) 2450 producteurs formés au Togo et (vii) 1058 tonnes de soja biologique livré par les producteurs.

1.3.2. Poursuivre la diffusion de l'agriculture contractuelle et de la vente groupée

Dans le cadre de la poursuite de la diffusion de l'agriculture contractuelle et de la vente groupée, au cours de la période les différentes actions de ETD ont permis d'appuyer au renforcement et l'actualisation des réseaux des producteurs avec : (i) 1920 groupes de 24 180 producteurs dont 9049 femmes sous contrat avec les ESOP du Togo et du Bénin et (ii) au total 6361 tonnes de produits dont 3849 tonnes de paddy et 2512 tonnes de soja livrés par 10 529 producteurs.

1.3.3. Faciliter l'accès au crédit de campagne, d'investissement et aux intrants agricoles

Plusieurs actions ont été réalisées en 2017 par les équipes techniques de ETD dans le cadre de la facilitation d'accès au crédit de campagne, d'investissement et aux intrants agricoles pour les ESOP.

A cet effet : (i) des appuis ont été apportés aux ESOP dans la recherche du financement de leur besoins en fonds de roulement et au financement de la campagne agricole des producteurs ; (ii) un arrêt des intérêts a été obtenue suites aux séances de travail avec la microfinance ALIDE dans le but de réactiver la collaboration avec les ESOP du Bénin ; (iii) un signature des conventions de financement a été négociée et signée entre l'ANPGF, ETD et les ESOP Kouka, Dapaong, Mango et Pagouda ; et (iv) les ESOP ont été accompagnées dans la rédaction des dossiers de crédit avec au total 14 ESOP (Dapaong, Mango, Pagouda, Elavagnon, Mandouri, Sotouboua RE, Badou, Notsè riz, Amou Oblo, Agou, Amlamé, Kouka, Soja Nyo et Kovié) accompagnées dans la mobilisation d'un nouveau crédit d'un montant de 506 750 000 de F CFA au niveau auprès des IMF et banques respectives et trois (03) ESOP (Amlamé, Nyamassila et Tandjouaré) accompagnées dans la mobilisation d'un crédit de 55 465 000 F CFA à travers le SMOCIR

Au total une quantité de 384,35 tonnes d'intrants a été distribuée en 2017 par l'ensemble des ESOP aux producteurs dont 349,87 tonnes par les ESOP Togo et 34, 47 tonnes par les ESOP Bénin. Ce qui équivaut à un montant total de 163,664 millions de F CFA.

1.3.4. Accompagner les producteurs dans l'acquisition et à la gestion d'infrastructures de stockage et de petit matériel de production et de traitement post récolte

En 2017, ETD a accompagné les producteurs dans l'acquisition et la gestion d'infrastructures et de petit matériel avec : (i) la mise à la disposition des matériels (150 sarclo, 100 pulvérisateurs et 375 cordeaux) au profit des ESOP Bénin (des ESOP Adja-Ouèrè, Savalou, Ouaké, Kandi, Djidja) ; (ii) la mise à la disposition des apiculteurs de l'ESOP Adjengré miel d'un kit de matériels composé de 2 enfumoirs, 2 gants, 23 charmes, 15 combinaisons et 118 cires ; (iii) l'accompagnement de l'ESOP viande Notsé dans la réalisation des travaux complémentaires d'installation de construction de bâtiments et d'équipement pour

lancer la transformation ; et (iv) l'aménagement d'une salle de mouture au niveau de Soja Nyo pour l'installation d'un moulin à marteau.

Le Tableau 4 ci-après présente la mesure de la performance des indicateurs du résultat 3.

Tableau 4 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 3

Indicateur	Togo	Bénin	Total réalisé
Nombre de producteurs fournisseurs des ESOP formés aux pratiques agro-écologiques durables	2450	7595	10045
Superficie de bas-fonds aménagés en hectare	66	25	91
Superficie des parcelles SRI en hectare	405	125	530
Nombre de tontines fournisseurs des ESOP	1422	396	1818
Montant des crédits mobilisés par les producteurs en FCFA	562 215 000	0	562 215 000

1.4. Résultat 4 : Des collectivités territoriales sont renforcées dans leurs rôles de promotion de leurs territoires et participent au renforcement de la résilience des populations

Les activités réalisées en 2017 au titre du résultat 5 sont les suivantes.

1.4.1. Standardiser les pratiques, capitaliser et diffuser les acquis

Un atelier de formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation a été organisé dans les bureaux de ETD à Notsè les 25 et 26 juillet 2017 à l'intention du personnel du PARDEL-DD. Cet atelier a permis : (i) de partager avec les cadres les notions de base, les outils et méthodes de gestion des connaissances au sein d'une organisation ; (ii) d'accompagner l'équipe à définir des objectifs clairs de gestion des connaissances pour l'année 2017 ; et (iii) d'identifier les connaissances critiques à capitaliser et établir un programme de capitalisation pour l'équipe et pour l'année 2017. Au total six (06) thèmes de capitalisation ont été retenus.

1.4.2. Promouvoir des pratiques de gouvernance démocratique, de gestion concertée des territoires et de promotion du genre

Les pratiques de gouvernance démocratique, de gestion concertée des territoires et de promotion du genre ont été promues auprès de quatre collectivités locales (Commune de Notsè, Préfecture de Haho, Préfecture du Moyen-Mono et Préfecture de l'Est-Mono) en 2017 avec : (i) le diagnostic des besoins en formation des comités de développement à la base ; (ii) l'organisation d'une réunion ordinaire du Comité d'Orientation et de Suivi (COS) le 18 mai 2017 à Notsè ; (iii) l'organisation des sessions de formation des CVD des collectivités ;(iv) l'élaboration de 4 plans d'action annuels (PAA) niveau collectivités et 15 plans d'action annuels (PAA) cantonaux ; (v) le renforcement de 22 cadres de concertation CCD ; (vi) la réalisation d'un diagnostic participatif de l'Est-Mono ; (vii) l'élaboration de la SPDD de l'Est-Mono et ; (viii) l'accompagnement des cadres de concertation dans l'élaboration des plans de travail assortis de budgets.

Photo 7 : Photo de famille de la première réunion ordinaire du COS (à gauche) et travaux de groupe lors du diagnostic des besoins de formation dans le Moyen-Mono (à droite)

1.4.3. Renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage et de mobilisation de finances locales des collectivités territoriales

Dans le cadre du renforcement de la maîtrise d'ouvrage et de la mobilisation des finances locales des collectivités, les différents actions menées ont permis : (i) de renforcer les capacités des différents acteurs des collectivités (Commune de Notsè, Préfecture de Haho, Préfecture du Moyen-Mono et Préfecture de l'Est-Mono) impliqués dans la gestion des marchés publics et des infrastructures ; (ii) d'appuyer les collectivités dans la passation des marchés ; (iii) d'accompagner les quatre (04) collectivités sur la lecture et la compréhension des lignes budgétaires ; (iv) de renforcer à travers des ateliers les capacités des collectivités dans l'exécution du budget local par le plan de trésorerie ; (v) d'accompagner les collectivités dans le processus d'élaboration du budget participatif ; (vi) d'assister par les missions d'appui-conseil, de travail et d'accompagnement les acteurs chargés de la collecte des taxes dans les collectivités ; (vii) d'organiser une rencontre formation inter-collectivité relative à la gestion des services publics locaux et ; (viii) de former les quatre collectivités du 19 au 20 juillet 2017 sur le cycle de délégation de service publique.

Chaque collectivité a budgétisé une ligne qui prend en compte le fonctionnement des cadres de concertation et toutes les quatre collectivités accompagnées ont mis en place dans le budget 2017 des fonds pour le fonctionnement des CDD. Au total dix (10) marchés ont été passés dont cinq (05) passés sur fonds propres par les collectivités sans l'appui du programme et cinq (05) passés sur fond du projet (FDT). Le récapitulatif des marchés passées est présenté dans le Tableau 5.

Tableau 5 : Récapitulatif des marchés passés par les collectivités en 2017

Collectivités	Marché passés avec l'appui du PARDL-DD	Marché passés sans l'appui du PARDL-DD
Préfecture de Haho	Electrification de trois USP dans la préfecture de Haho	Réhabilitation du CLAC de Notsè
	Réhabilitation de l'EPP Atchavé	Achat de registres d'état civil
Commune de Notsè	Construction d'un hangar à la gare routière de Tako 2	Achat de logiciel de gestion
	Achat de matériels d'assainissement pour les quartiers	Recrutement d'un consultant pour l'accompagnement à la gestion de projet

	Recrutement d'un bureau pour la réalisation des études hydrauliques et maitrise d'œuvre des travaux y afférent dans la commune urbaine de Notsè	Recrutement d'un bureau pour la réalisation des études de renforcement des zones de faible pression de distribution d'eau potable et maitrise d'œuvre des travaux y afférent dans la commune urbaine de Notsè
	Achat de fournitures informatique	
	Achat d'un véhicule double cabine 4x4	
	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration de la réglementation à l'assainissement dans la commune de Notsè	
Préfecture du Moyen-Mono	Construction / réhabilitation de hangar de marché dans la préfecture du Moyen-Mono	
	Construction de 80 ml de caniveau 80x60 dans le marché de Tado	

1.4.4. Œuvrer sous la coordination des collectivités locales à un meilleur accès des populations aux services de base (eau, santé, assainissement), aux ressources naturelles et énergétiques (accès au foncier, mobilité du bétail et agropastoralisme)

Des actions améliorant le cadre de vie des habitants et l'économie des territoires ont été mises en œuvre afin de garantir un meilleur accès des populations aux services de base, aux ressources naturelles et énergétiques à travers : (i) la poursuite de l'extension de la collecte des ordures ménagers avec (a) des séances de sensibilisations à Kpèlè, Asrama, Wahala et Tohoun et (b) l'identification d'un site intermédiaire de décharge à Kpèlè dans la Préfecture du Haho ; (ii) la mise d'un accent particulier sur les initiatives à caractère environnemental et social dans la priorisation des initiatives locales ; (iii) le renforcement et le soutien des organes de gestion des marchés publics des quatre collectivités (Commune de Notsè, Préfecture de Haho, du Moyen-Mono et de l'Est-Mono) ; (iv) l'organisation de visites diagnostics et de sensibilisation ; et (vi) la restauration de 10 Km berges ainsi que la mise en place de 20 hectares de forêts communautaires.

Le récapitulatif des ouvrages suivis est présenté dans le Tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Récapitulatif des ouvrages suivi

Collectivité	Ouvrage	Niveau de réalisation estimé
Commune de Notsè	Construction d'un hangar de la gare routière à Tako	51 %
Moyen-Mono	Réhabilitation de trois (03) hangars dans le marché de Tohoun	32 %
	Construction de deux (02) hangars dans le marché de Kpékplémé	32 %
	Construction de caniveau à Tado	70 %
Haho	Electrification d'un USP avec énergie solaire à Tététou	15 %
	Electrification d'un USP avec énergie solaire à Hahomégbé	15 %
	Electrification d'un USP avec énergie solaire à Wiléhoé	15 %
	Réhabilitation d'un bâtiment scolaire	15 %

Photo 8 : Vues partielles de la construction des caniveaux dans le marché de Tado dans le Moyen-Mono

Photo 9 : Sensibilisation des exploitants sur la restauration des berges à Wahala

1.4.5. Soutenir les initiatives locales à caractères économiques et environnemental

Au total 17 initiatives locales à caractère environnemental et social ont été soutenues en 2017, dont cinq (05) dans la Commune de Notsè et 12 dans la préfecture du Moyen-Mono. La liste des initiatives locales soutenues par collectivité est présentée dans les Tableau 7 et Tableau 8. Un plan d'accompagnement assorti d'une fiche de suivi des initiatives soutenues a été élaboré et des missions d'accompagnement des OSC locales et des CCD ont été réalisées avec l'appui des services techniques déconcentrés (STD) de l'Etat (Direction préfectorale de l'environnement et l'ICAT). Au total six (06) missions ont été réalisées dont deux (02) dans le Moyen-Mono et quatre (04) dans la Commune de Notsè.

Tableau 7 : Initiatives locales soutenues en année 1 dans la Commune de Notsè

Collectivité	Initiative	Porteur	Montant
Commune de Notsè	Valorisation des ordures ménagère du quartier Alinou	SCOOPS Lolonou	386000
	Porciculture comme outil de production agro-écologique	SCOOPS La référence	355000
	Appui à la scolarisation des jeunes filles dans la commune de Notsè	CCD Notsè	218000
	Projet d'appui à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement	APEPF	221000
	Coupe de solidarité pour un Environnement saint à Notsè	AVOPROJED	400000

Tableau 8 : Initiatives locales soutenues en année 1 dans la préfecture du Moyen-Mono

Collectivité	Initiative	Porteur	Montant
Moyen-Mono	Riziculture	Groupement Fraternité	310000
	Assainissement	Club des Mères Croix-Rouge	230000
	Elevage des caprins	SCOOPS Mawulomi	237000
	Elevage des ovins	SCOOPS Akpénamawu	200000
	Elevage des caprins	SCOOPS La Bénédiction	300000
	Elevage des poules locales et coqs géniteurs	SCOOPS Djigbondi	250000
	Elevage des ovins	Groupement lébéné	200000
	Plantation d'arbres fruitiers et assainissement du village	SCOOPS Novissilélé	215000
	Elevage des ovins	Groupement GEDA	230000
	Elevage des caprins	Groupement Christ-Roi	299000
	Elevage des caprins	SCOOPS Novilonlon	200000
	Elevage des porcins	Groupement Mawouyo	200000

Le Tableau 9 ci-après présente la mesure de la performance des indicateurs du résultat 4.

Tableau 9 : Cadre de mesure de la performance du résultat 4 au Togo

Indicateur	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation	Commentaires
Nombre de collectivités locales accompagnées	5	4	80 %	Commune de Notsè, Préfecture de Haho, du Moyen Mono et de l'Est Mono
Nombre de cadres de concertation animés	27	22	81 %	22 CCD animés (8 dans le Haho, 6 dans le Moyen Mono, 7 dans l'Est Mono et un dans la Commune de Notsè), 4 CPD (Haho, Moyen Mono, Est Mono et Blitta), un COS.
Nombre d'infrastructures réalisées pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement	5	3	6 %	Les populations ont priorisé la construction d'infrastructures d'assainissement en 2017 en lieu et place d'infrastructures facilitant l'accès à l'eau
Nombre d'initiatives locales soutenues	20	17	85 %	

1.5. Résultat 5 : ETD a renforcé son professionnalisme, ses capacités d'innovation et son influence sur les politiques publiques dans les différents pays d'intervention

Les activités réalisées en 2017 autour de ce résultat sont les suivants.

1.5.1. Opérationnaliser une politique de ressources humaines motivante pour le personnel et efficiente pour l'organisation

Au cours de l'année 2017, la politique RH a été élaborée.

Parallèlement l'organigramme de ETD 2016-2020 a été actualisé avec l'actualisation des postes et l'intégration de nouveaux postes. La Figure 3 ci-après présente le nouvel organigramme.

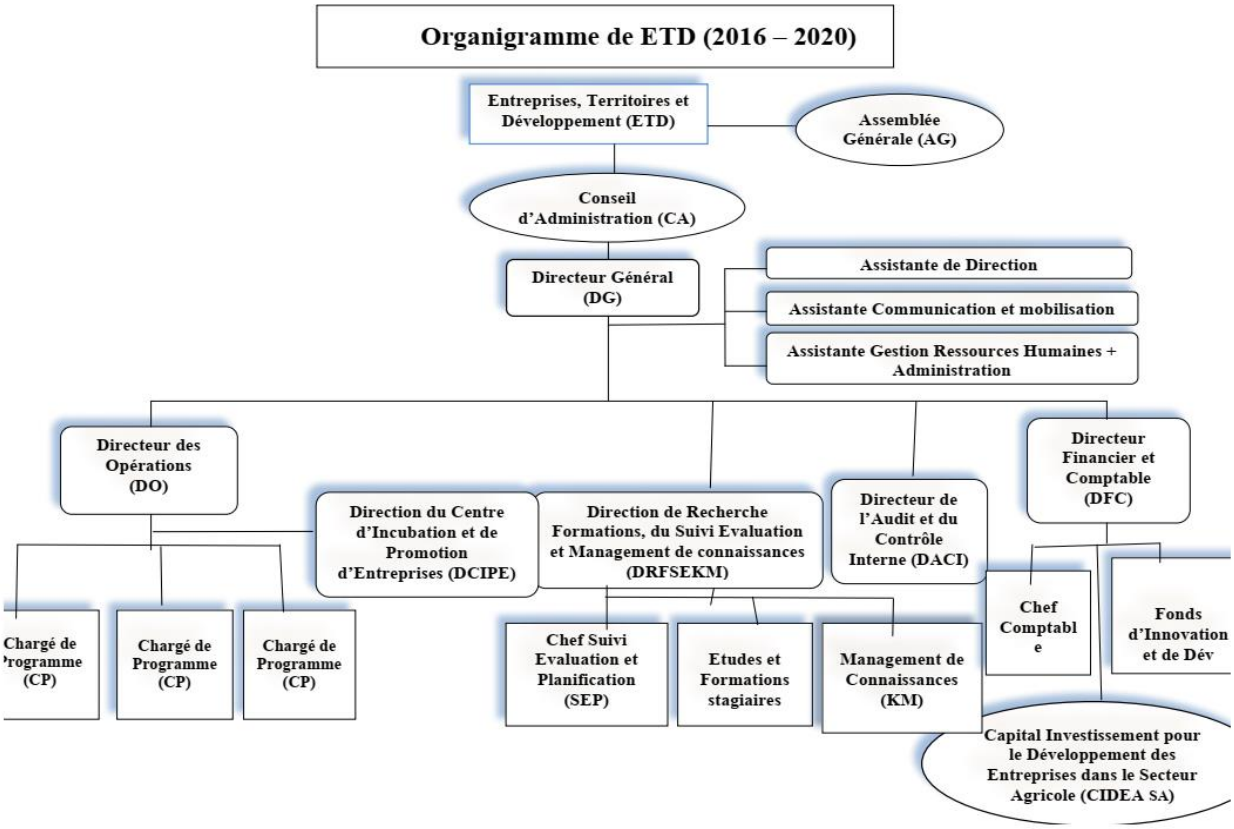

Figure 3 : Organigramme ETD 2016-2020

1.5.2. Mettre en œuvre un plan de communication pour faire connaître davantage les expertises et les résultats et impacts des activités mises en œuvre au Togo et au Bénin

Conforment aux nouvelles orientations de la stratégie de communication de ETD inscrites dans le POS, ETD a menée plusieurs actions devant aboutir à : (i) poursuivre le plan de communication global et par programme et projet ; (ii) mettre en œuvre le plan avec la réalisation de supports de communication ; (iii) participer à des réseaux thématiques et ; (iv) organiser différents ateliers thématiques et nationaux.

Les actions de communications spécifiques réalisées ont été : (i) la communication sur les différents projets et programme avec l'élaboration des différents supports et l'élaboration des plans de communication par projet ; (ii) l'animation régulière du site internet de ETD avec la diffusion d'informations relatives aux différentes activités réalisées tant au plan technique qu'organisationnel ; (iii) la visibilité assurée des différents partenaires institutionnels et financiers associés aux différents programmes et projets ; (iv) la couverture et l'organisation des différents ateliers, réunions et formations ; (v) la participation à la Foire made in Togo ; (vi) la participation au salon agro-alimentaire SIALO 2017 ; (v) la participation de ETD au salon de l'agriculture au Bénin organisé par Agri Business Center au cours duquel ETD a fait une communication sur la place du riz local dans les marchés institutionnels ; (vii) la présentation de la démarche ESOP au forum de l'Agro-industrie de la foire Adjafi, le 31 août

2017 sur le thème : « les modèles d'organisation et la qualité des produits issus de la transformation » ; (viii) la mise en œuvre du plan de promotion des ESOP et (iv) au total 19 articles rédigés et publiés en 2017.

1.5.3. Renforcer la démarche de management de connaissance et le dispositif de suivi-évaluation

Au cours de l'année 2017, différents progrès ont été réalisés en matières de management des connaissances notamment : (i) l'élaboration d'un manuel de management de connaissances par le chargé de gestion des connaissances de ETD ; (ii) la formation des différentes équipes du Togo et du Bénin sur le concept de management des connaissances et sur définition des thèmes de capitalisation devant être finalisés et diffusés en 2017 et ; (iii) la mise sur pied d'un groupe de partage en ligne réunissant tous les cadres de ETD pour faciliter la diffusion des documents . Au total 39 thèmes de capitalisation ont été retenus en 2017 lors de l'atelier de formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation et 13 documents de capitalisation ont été produits en 2017.

Au titre du suivi-évaluation, le renforcement progressif du dispositif du suivi-évaluation à travers son informatisation s'est poursuivi avec l'intégration de plusieurs fonctions et outils ainsi que la réalisation de la phase test de l'application. L'application web dénommée pour l'instant Quick Project est accessible par mobile via le lien «quickprojet.mediasoftmoney.com ». Parallèlement, le suivi des niveaux de réalisation des activités des projets et programmes a été effectué au cours de l'année 2017 avec des cadres de résultats à jour.

Photo 10 : Vue partielle des participants lors de l'atelier de formation sur la gestion des connaissances et la capitalisation à Atakpamé (à gauche) et à Lomé au siège (à droite)

1.5.4. Opérationnaliser le fonds d'innovation et de développement (FID)

En 2017, l'opérationnalisation du FID a consisté principalement : (i) à la poursuite du mécanisme interne de prélèvement des fonds auprès des ESOP et des salariés de ETD au profit du FID et (ii) à la poursuite de la mobilisation des fonds des différents acteurs.

1.5.5. Développer de nouveaux partenariats techniques et financiers

Les différents partenariats noués par ETD, notamment : (i) le partenariat institutionnel avec le CIDR ; (ii) le partenariat institutionnel avec les ministères en charge de l'agriculture au Togo et au Bénin ; (iii) les partenariats institutionnels avec les quatre collectivités locales appuyées au Togo ; (iv) les partenariats financiers avec Pain pour Le Monde – Service Protestant de

développement, GeTM, l'UE, le CFSI et la Fondation de France, le Conseil général des Yvelines, le SCAC ; (v) les partenariats avec d'autres opérateurs Consortium des ONG prestataires du PADAT dans la région des Plateaux) ; (vi) les partenariats avec l'Université de Lomé au Togo, l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin et l'Université de l'Idaho des Etats-Unis et ; (vii) les partenariats avec la GIZ, l'INFA de Tové ont été renforcés en 2017 grâce à la mise en œuvre des différents projets et programmes.

De nouveaux partenariats ont également été développés en 2017 avec la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP) et avec Recherche et Evaluation de SOLutions Innovantes et Sociales (RESOLIS) à travers le projet Repérage d'Initiatives Alimentaires Responsables et Durables (RIARD) au Togo et au Bénin.
Sur le plan de la décentralisation et la gouvernance locale précisément la diffusion du dispositif d'accompagnement de ETD vers d'autres collectivités locales, une étude d'opportunité a été diligentée dans la région des Savanes du 03 au 15 avril 2017, en vue de recueillir des éléments qui seraient en faveur de l'élaboration d'un programme d'accompagnent à l'échelle régionale. Parallèlement, la Commune d'Aného en plus de son partenaire le Conseil des Yvelines ont sollicité l'appui –accompagnement de ETD. Ce faisant, une première réunion entre la Représentante du Conseil des Yvelines et la Responsable du programme GLD&GDT s'est tenue le 3 septembre 2017 suivi d'une seconde réunion de travail le 13 décembre 2017 à l'hôtel de Ville de Aného en présence du Conseiller Municipal, du Président de la commission des Finances, de la Secrétaire générale de la Commune, ainsi que de quelques autres collaborateurs.

ETD a été impliqué dans divers actions notamment : (i) la participation à l'atelier de présentation et de validation des résultats de l'étude diagnostique des mécanismes de financement du secteur agricole et agroalimentaire par PNIASAN ; (ii) la participation à la rédaction du programme national de développement de la filière riz (Programme placé sous le lead du Bureau d'Appui et d'Analyse qui est une agence sous tutelle de la présidence de la république Béninoise) ; (iii) la participation à une première réunion le 13 février 2017 en vue d'analyser la note de cadrage du Plan national de développement du Togo ; (iv) la participation à un séminaire atelier de formation sur la « redevabilité des organisations de développement », atelier organisé les 15, 16 17 mars 2017 par l'AIDR ; (v) la participation au séminaire de F3E à Paris en juillet 2017 ; (vi) la participation à la Journée Nationale de la Commune Togolaise du 20 au 21 novembre 2017 ; (vii) la participation au séminaire d'information sur le genre, le développement et la paix en Afrique de l'ouest organisée par la fondation Konrad Adenaeur du 08 au 10 décembre 2017 ; (viii) la poursuite du siège de ETD en tant membre du comité interministériel chargé d'accompagner l'étude de faisabilité du projet de développement des agropoles au Togo (participation aux ateliers et travaux de formulation des actions, membre du groupe thématique production et transformation des produits agricoles, agro-industrie et commercialisation) et ; (ix) l'association de ETD au travaux préalables d'élaboration et de validation du programme national de développement de la filière riz au Bénin dont le lead a été porté par le Bureau d'Appui et d'Analyse et le bureau d'analyse et d'investigation (B2A/BAI) des agences du MAEP mais sous tutelle directe de la présidence de la république.

1.5.6. Améliorer le fonctionnement de la gouvernance de l'organisation

Au titre du renouvellement du Conseil d'administration, le renouvellement n'a pas été opéré en 2017. Cependant un conseil d'administration s'est tenu le 03 novembre 2017. Conseil à l'issu duquel : (i) le compte rendu du dernier CA a été adopté ; (ii) les rapports d'activités, financier et d'audit de l'année 2016 ont été examinés et validés et ; (iii) le programme d'activités 2017 ainsi que le budget prévisionnel 2017 ont été examinés et validés.
L'adhésion des personnes à l'organisation n'a pas été effective car aucune assemblée générale n'a été réalisée en 2017. Aussi le plan de renforcement des capacités des membres de la gouvernance n'est pas encore défini.

Concernant la structure opérationnelle de ETD, avec la mise en œuvre du nouvel organigramme, la notion de département s'est peu à peu dissipée pour laisser place principalement à des chargés de programmes/projets et à des postes adocratiques en l'occurrence les responsables de pôles.

Le Directeur Général s'investit moins dans l'opérationnel et s'emploi véritablement aux activités de réseautage, de mobilisation de ressources et de management global de l'organisation. Les dispositifs de suivi évaluation, de formation et management des connaissances sont opérationnels, ainsi que le service de communication.

Le Tableau 10 ci-après présente la mesure de la performance des indicateurs du résultat 5.

Tableau 10 : Cadre de mesure de la performance du résultat 5

Indicateur	Togo	Bénin	Total réalisé	Commentaires
Nombre de documents de capitalisations produits	13	0	13	5 documents sur la gouvernance locale ; 1 sur les ressources humaines et 7 sur la démarche qualité
Nombre d'ateliers régionaux thématiques organisés pour la diffusion des acquis	1	0	1	
Nombre de sollicitations reçues pour la participation à des ateliers thématiques au niveau national et international	4	3	7	
Nombre d'expertises développées par ETD reprises dans les documents de politiques en matière de développement de l'agriculture	1	1	2	
Nombre d'expertises développées par ETD reprises dans les documents de politiques de soutien aux collectivités locales	1	0	1	

2. Activités transversales réalisées

L'ensemble des activités transversales prévues pour 2017 ont été réalisées.
Un document d'opérationnalisation du POS 2016-2020 précisant les objectifs, les réalisations concrètes prévues dans le POS au titre de la période et le budget a été élaboré. Les réunions

bimensuelles de concertation du personnel de direction ainsi que les réunions trimestrielles de pilotage et de programmation ont été effectives et ont connus la présence de tous les concernés. Plusieurs étudiants ont été accueillis et encadrés en 2017 pour les stages notamment les étudiants de l'INFA de Tové ; de l'Ecole Supérieure d'Agronomie à l'Université de Lomé ; de l'IAEC au Togo ; de l'Ecole supérieure des affaires (ESA) au Togo ; et de HEC Paris de France. ETD a honoré de sa présence à tous les ateliers et réunions organisés par les différents partenaires.

Le Tableau 11 ci-après présente la mesure de la performance des indicateurs du résultat 5.

Tableau 11 : Cadre de mesure de la performance des activités transversales

Indicateur	Togo	Bénin	Total réalisé	
Nombre de document d'opérationnalisation du POS 2016-2020 défini	1	0	1	
Nombre de réunions bimensuelles de concertation du personnel de la direction tenues	6	0	6	
Nombre de réunions trimestrielles de pilotage et de programmation tenues	4	0	4	Réunions tenues au siège
Nombre de stagiaires étudiants togolais accueillis et encadrés	5	0	5	
Nombre de stagiaires étudiants français accueillis et encadrés	1	0	1	
Nombre de stagiaires étudiants américains accueillis et encadrés	0	0	0	

3. Moyens et ressources mobilisés en 2017

Au 31 décembre 2016, ETD disposait d'un effectif de 67 salariés. Cet effectif a subi des modifications suite aux départs et aux échéances de contrats pour devenir un effectif de 62 salariés au 31 décembre 2017.

3.1 Bilan financier

Au plan financier, les états financiers présentent un résultat positif de l'année 2017 de trois millions cent cinquante-trois mille soixante-quatorze (**3 153 074**) FCFA et un total bilan de deux cent cinquante-neuf millions deux cent dix mille cinq cent soixante-dix-huit (**259 210 578**) FCFA. Confère les Tableau 12 et Tableau 13.

Tableau 12 : Actif

Réf.	ACTIF	Montant Brut 2017	Amort. / prov. 2017	Montant net 2 017	Montant net 2 016
	ACTIF IMMOBILISE				
GC	**Immobilisations corporelles**				
GD	Terrains	62 950 000		62 950 000	62 950 000
GE	Bâtiments, Installations	45 300 000	3 779 137	41 520 863	44 542 932
GF	Matériel (Note 1)	400 234 509	350 227 179	50 007 330	25 451 780
GH	**Immobilisation financière (Note 2)**	101 142 067	52 088 528	49 053 539	49 053 539
GI	**TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)**	**609 626 576**	**406 094 844**	**203 531 732**	**181 998 250**
	ACTIF CIRCULANT				
GN	**Créances (Note 3)**	17 500 000	-	17 500 000	29 400 000
GR	Autres créances				
GS	**TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)**	**17 500 000**	**-**	**17 500 000**	**29 400 000**
	TRESORERIE – ACTIF				
GT	Titres de placement et valeurs à encaisser				
GU	Banques, chèques postaux, caisse (Note 4)	38 178 846	-	38 178 846	163 054 200
GV	**TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)**	**38 178 846**	**-**	**38 178 846**	**163 054 200**
GY	**Ecarts de conversion - Actif (IV)**				
	(perte probable de change)				
GZ	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)**	**665 305 422**	**406 094 844**	**259 210 578**	**374 452 450**

Tableau 13: Passif

Réf.	PASSIF	Montant	Montant
Réf.	(avant répartition)	2 017	2 016
	CAPITAUX PROPRES		
HA	Capital		
HB	Ecart de réévaluation		
HE	Report à nouveau (Note 5)	202 937 961	195 135 640
HF	**Résultat net de la période (Note 6)**	3 153 074	7 802 321
HG	Provisions réglementées		
CM	Subventions et Fonds Assimilés (Note 7)	30 520 526	171 514 489
HI	**TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)**	**236 611 561**	**374 452 450**
	DETTES FINANCIERES		
HK	Emprunts et dettes financières		
HL	Provisions financières pour risques et charges		
HM	**TOTAL DETTES FINANCIERES (II)**		
HN	**TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)**	**236 611 561**	**374 452 450**
	PASSIF CIRCULANT		
HP	Clients, avances reçues		
HQ	Fournisseurs		
HR	Autres dettes (Note 8)	22 599 017	
HS	**TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)**	**22 599 017**	-
	TRESORERIE – PASSIF		
HU	Banques, concours bancaires		
HV	**TOTAL TRESORERIE PASSIF(IV)**		
HY	**Ecart de conversion – Passif (V)**		
HZ	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**259 210 578**	**374 452 450**

3.2. Compte de résultat

Le total des charges est de sept cent cinquante un millions six cent trente-sept mille huit cent dix-neuf (**751 637 819**) FCFA et les produits à sept cent cinquante-quatre millions sept cent quatre-vingt-dix mille huit cent quatre-vingt-treize (**754 790 893**) FCFA.

Tableau 14 : Charges

CHARGES	Exercice 2017	Exercice 2016
	Net	Net
Achat de marchandises		
Variation de stocks (+/-)		
Achat de matieres premieres et autres achats **(Note 9)**	292 128 576	297 161 779
Variation de stocks (+/-)		
Transport **(Note 10)**	9 739 160	30 813 215
Services exterieurs et autres charges **(Note 11)**	116 243 705	82 942 518
Charges de personnel **(Note 12)**	298 487 400	333 448 089
Dotations aux amortissement **(Note 13)**	35 038 978	97 616 835
Charges financieres		
Total des charges des activites ordinaires	**751 637 819**	**841 982 436**
Charges hors activites ordinaires		
Impots sur le resultat		
Total general des charges	**751 637 819**	**841 982 436**

Tableau 15 : Produits et résultat

PRODUITS			Exercice 2017	Exercice 2016
			Net	Net
Vents de marchandises				
Ventes de produits fabriques, travaux services **(Note 14)**			96 354 366	296 771 598
Chiffre d'Affaires			96 354 366	296 771 598
Autres Produits d'exploitation **(Note 15)**			658 436 527	553 013 159
Variation de stocks de produits et en-cours				
Valeur ajoutée	**336 679 452**	**438 867 245**		
Reprises de provisions				
Résultats d'Exploitation	**3 153 074**	**7 802 321**		
Produits Financiers **(Note 16)**				
Total des produits des activités ordinaires			**754 790 893**	**849 784 757**
Résultats des activités ordinaires	**3 153 074**	**7 802 321**		
Produits Hors Activités Ordinaires				
Total général des produits			**754 790 893**	**849 784 757**
RESULTAT NET (+/-)	**3 153 074**	**7 802 321**		

IV. Annexes : identification des programmes et projets mises en œuvres en 2017

Tableau 16 : Fiche synthétique du Contrat PAEIJ-SP

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">«Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs porteurs» (PAEIJ-SP)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>N°00973/2016/ED/MDBAJEJ-PAEIJ-SP/PI/BAD</td><td>3ans</td><td>2017</td><td>2019</td><td>Banque mondiale via MDBAJEJ Togo</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage : MDBAJEJ Togo</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 453 475 000 F CFA soit 691 278 euros HT</td><td colspan="2">Partenaires : MDBAJEJ Togo, MAEH, UGP</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Petites et moyennes entreprises structurantes établies ; jeunes entrepreneurs et jeunes formés dans les centres de formation professionnelle appuyés par le projet ; producteurs/éleveurs ; femmes issues de villages ruraux et vulnérables, les institutions financières et de micro-finances et les centres de formation.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Atakpamé, Blitta) : Chef projet + 03 Conseillers agricoles +02 Conseillers en gestion +01 Conseiller en accompagnement des primo + 01 Conseiller chargé du contrôle + 01 Conseiller en marketing +01 spécialiste en genre +01 spécialiste éducation financière + 04 Technicien + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) l'appui aux ESOP qui présentent les profils requis, (ii) l'appui aux primo-entrepreneurs et les producteurs tout au long des chaines de valeur agricoles (CVA) identifiées, (iii) l'appui aux jeunes diplômés en gestion d'entreprises afin de les former à l'accompagnement à l'entreprenariat</td></tr>
<tr><td colspan="5">Principales résultats attendus de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">6 PME structurantes (ESOP) dont 5 établies et une en construction sur la filière élevage ;
720 jeunes entrepreneurs (dont 30 % de femmes) dans différents maillons en amont et en aval
8 520 producteurs/éleveurs (dont 40 % de femmes) ;
100 femmes issues des villages ruraux enclavés et vulnérables autour des zones de production et ou de transformation ;
600 jeunes formés dans les centres de formation professionnelle (FP) appuyés par le projet dont 40% de femmes ;
13 500 emplois créés dans les chaînes de valeur agricoles (producteurs, industriels et distributeurs), dans les services d'appui aux chaînes de valeur agricoles et dans les autres secteurs ;
470 jeunes bénéficiaires de financement (dont 40% de femmes ;
800 groupements agricoles bénéficiaires de financement (dont 40% de femmes)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Kossivi AGBO, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PAEIJ SP. Tél. : (+228) 90 72 46 76. Courriel : paeijtogo@gmail.com</td></tr>
</table>

Tableau 17 : Fiche synthétique du Contrat PROSOL

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">«Promotion et diffusion des techniques de protection et de réhabilitation des sols à travers le réseau des ESOP dans les communes cibles du PROSOL au Benin»</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td></td><td>2ans</td><td>2015</td><td>2017</td><td>GIZ</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage : GIZ</td><td colspan="2">Maîtrise d’ouvrage : GIZ</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 131 408 080 F CFA soit 200 326 euros TTC</td><td colspan="2">Partenaires : GIZ, MAEP Bénin</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d’intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénin; départements du Zou (Djidja et Ouinhi) ; des collines (Bantè et Savalou) et de l’Alibori (Gogounou et Kandi).</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Les producteurs de soja et de riz et leurs organisations membres des ESOP dans différents départements concernés (au moins 40% de jeunes et 30% de femmes).</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénin : Responsable du projet + 02 Agronomes + 06 Techniciens agricoles + 01 gestionnaire et spécialiste en marketing + 01Comptable + 01 Secrétaire</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectif spécifique</td></tr>
<tr><td colspan="5">Diffuser les techniques de protection et de réhabilitation des sols auprès des producteurs membres des ESOP dans six communes cibles du projet au Bénin</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Composante 1 : R1 : des producteurs membres des six ESOP au Bénin ont adopté des techniques de gestion intégrée de la fertilité des sols. Les effets escomptés sont : (i) la diffusion de techniques innovantes de gestion intégrée de la fertilité des sols, notamment l’introduction d’associations de légumineuses dans les rotations et l’utilisation de la matière organique, et de l’urée super granulée (ii) la reconstitution partielle de la fertilité des sols, et (iii) une augmentation des rendements, de la productivité et du revenu.
Composante 2 : R2.1: Des producteurs de riz membres des ESOP riz au Bénin ont adopté le système de riziculture intensive comme mode de production. R2.2. les producteurs adoptent la technique de production biologique du soja comme moyen de conservation et de protection des sols. R2.3. De bonnes pratiques d’utilisation des produits phytosanitaires et des engrais chimiques sont appliquées par les producteurs.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">DJEDJE Melanie, Chargée de Projet - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH - 08 B.P. 1132 Tri Postal Cotonou / Bénin –Tél. +229 23 61 00 34 (Parakou) Tél. +229 21 31 86 - Mobile +229 62 40 78 57 - email : melanie.djedje@giz.de -</td></tr>
</table>

Tableau 18 : Fiche synthétique du Contrat PASA

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Projet d'Appui au Secteur Agricole » (PASA)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>N°016/2012/MAEP/SG/PASA/SPM</td><td>5 ans</td><td>2012</td><td>2017</td><td>Banque mondiale via MAEP Togo</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 727 888 400 F CFA soit1 112 977 euros TTC</td><td colspan="2">Partenaires : MAEP Togo, COD PASA</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Petits producteurs de riz, de maïs, de soja, d'ananas, etc.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Atakpamé) : Chef projet + 04 Conseillers agricoles + 04 Conseillers en gestion + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 01 CT/CIDR</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">L'objectif de développement du PASA est de renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein des filières sélectionnées et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du secteur agricole (au sens large).</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le mandat de ETD sur le PASA consiste à mettre en place 20 ESOP dont 10 sur la filière riz et 10 sur d'autres filières (maïs, fruits, etc.) et à accompagner la rizerie de Kara.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ayao D. MIDEKOR, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PASA. Tél. : (+228) 90 04 06 51. Courriel : midekor@yahoo.fr</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le contrat avec le PASA cofinance le Programme ESOP TOGO.</td></tr>
</table>

Tableau 19 : Fiche synthétique du projet Maintien des revenus des petits paysans de manière durable et consolidation d'un réseau de la commercialisation, phase 2017 - 2019 / PPLM

Intitulé et acronyme				
« Maintien des revenus des petits paysans de manière durable et consolidation d'un réseau de la commercialisation» (phase suivante)				
Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	3 ans	2017	2019	PPLM
Maîtrise d'ouvrage : ETD		**Maîtrise d'œuvre :** ETD		
Montant : 815 201 295 F CFA soit 1 243 500 euros.		**Partenaires :** CIDR, MAEP Togo		
Zones d'intervention au Benin				
Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes et Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)				
Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)				
Togo (Atakpamé) : Chef projet + 03 Conseillers agricoles + 04 Conseillers en gestion + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 01 Conseiller technique /CIDR ; Bénin (Cotonou) : Chef projet + 3 Conseillers agricoles + 2 Conseillers en gestion + 1 Secrétaire comptable				
Objectifs spécifiques				
1. Un réseau consolidé et diversifié d'entreprises agroalimentaires performantes sont promues (un pôle d'entreprises structurantes agissant comme d'agrégats). 2. Les producteurs adoptent des pratiques agroécologiques durables et approvisionnent en quantité et qualité suffisante les entreprises agroalimentaires. 3. La reconnaissance et l'influence du système ESOP sur les politiques sectorielles.				
Principales réalisations attendues				
1. Amélioration de la compétitivité de la productivité des spéculations touchées ; 2. Professionnalisation des producteurs touchés par leur spécialisation à travers les spéculations contractuelles ; 3. Amélioration des conditions d'accès aux crédits des entreprises accompagnées et des producteurs ; 4. Réduction du chômage à travers les emplois générés dans la production, transformation, et commercialisation ; 5.Contribution à l'atteinte de la sécurité alimentaire par la mise sur les marchés de produits locaux de qualité.				
Références				
Ewald Zimmer, PPLM / Tel. +49 30 652111451 Courriel : Ewald.zimmer@brot-fuer-die-welt.de				

Tableau 20 : Fiche synthétique du PARDEL-DD

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Programme d’appui au renforcement de la démocratie participative locale pour un développement durable dans le sud-est de la région des Plateaux au Togo »</td></tr>
<tr><td>Références contrats</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>2016/378-717</td><td>3 ans</td><td>2016</td><td>2019</td><td>UE, GeTM</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage :</td><td colspan="2">Maîtrise d’œuvre : ETD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 503 122 441 F CFA soit 767 458 euros</td><td colspan="2">Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture du Moyen Mono, Commune urbaine de Notsé, Conseil de la préfecture de l’Est-Mono</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d’intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Préfecture de Haho, préfecture de l’Est-Mono et préfecture du Moyen Mono- TOGO</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">La Région des Plateaux, Préfectures du Haho, du Moyen-Mono et de l’Est-Mono</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Notsé) : Coordonnateur + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en maitrise d’ouvrage + 06 Animateurs de territoires + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 02 Stagiaires</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectif spécifique</td></tr>
<tr><td colspan="5">Améliorer les conditions de vie des habitants par la promotion de la démocratie participative locale et la collaboration entre la société civile et les pouvoirs publics locaux dans la mise en œuvre d’actions et de services de qualité.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5">R1 : Les cadres de concertation à différentes échelles territoriales sont fonctionnels, autonomes et garantissent une gestion transparence et durable des services publics. R2 : Les capacités de maîtrise d’ouvrage, de planification et de mobilisation de finance des 4 collectivités locales se sont renforcées. R3 : Des actions améliorant le cadre de vie des habitants et l’économie des territoires sont mises en œuvre sous la maîtrise d’ouvrage des collectivités. R4 : Un dispositif de capitalisation, de suivi et de diffusion des acquis en matière de démocratie locale et de participation citoyenne est opérationnel.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Délégation de l’Union Européenne au Togo. Cité OUA-BP 1657-LOME (TOGO) Tél. (228)22 53 60 00 / FAX (228) 22 26 57 20 .E-mail : DELEGATION-TOGO@eeas.europa.eu
Site web : http://www.eeas.europa.eu/delegations/togo/</td></tr>
</table>

Tableau 21 : Fiche synthétique du PARDEL

Intitulé et acronyme				
« Projet d'appui au renforcement de la démocratie et du développement économique local»				
Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	3 ans	2017	2020	GeTM
Maîtrise d'ouvrage :		**Maîtrise d'œuvre :** ETD		
Montant : 251 657 828 F CFA soit 383 876,364 euros		**Partenaires :** CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture du Moyen Mono, Conseil de préfecture de l'Est-Mono, Commune urbaine de Notsé		
Zones d'intervention				
Togo : Préfecture de Haho, préfecture du Moyen Mono, préfecture de l'Est-Mono et région des Plateaux.				
Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)				
Togo (Notsé) : Coordonnateur + 01 Ingénieur génie civil + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en gestion +01 Conseiller en marketing et commercialisation + 06 Animateurs de territoires + 01 Secrétaire + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 02 Stagiaires				
Objectifs spécifiques				
(i) Consolider et diffuser les pratiques de démocratie locales participative dans les processus de décision entre la société civile et les pouvoirs publics locaux en vue d'assurer un service public de qualité aux populations (ii) Par une mise à l'échelle des ESOP, accroître l'implication des producteurs dans les chaînes de valeurs agroalimentaires locales et générer des emplois durables pour les jeunes et pour les femmes.				
Résultats attendus				
R1 : Les cadres de concertation à différentes échelles territoriales sont fonctionnels, autonomes et garantissent une gestion transparence et durable des services publics dans le Haho, le Moyen-Mono et la commune de Notsé. R2 : Les acquis en matière de gouvernance, de planification sont diffusés dans la préfecture de l'Est-Mono. R3 : Les capacités de maîtrise d'ouvrage, de planification et de mobilisation de finance des quatre (04) collectivités locales se sont renforcées. R4 : Des actions améliorant le cadre de vie des habitants et l'économie des territoires sont mises en œuvre sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités. R5 : Six (06) chaînes de valeur agroalimentaires sont promues à travers la consolidation des quatre (04) ESOP existantes. R6 : Un réseau d'entreprises autour des quatre ESOP impliquant les jeunes et les femmes est mis en place autour des filières à forte valeur ajoutée (soja, arachide, viandes, maïs et riz)				
Références				
Alejandro MACKINNON, Secrétaire Général GeTM, Suisse – a.mackinnon@getm.ch				

Tableau 22 : Fiche synthétique de stratégie de changement d'échelle

Intitulé et acronyme				
Stratégie de changement d'échelle de la démarche ESOP au Togo				
Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	20 mois	2016	2018	CFSI/FF
Maîtrise d'ouvrage :		Maîtrise d'œuvre :		
Montant : 13 111 400 F CFA soit 20 000 euros		**Partenaires :** CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture de Blitta		
Zones d'intervention				
Togo, toutes les régions.				
Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles				
Objectif spécifique				
1. Accroître l'impact social des ESOP en termes de nombre de petits producteurs touchés et de nombre d'emplois créés. 2. Participer de façon significative à la croissance économique et à la sécurité alimentaire du Togo. 3. Créer des emplois durables pour les jeunes				
Résultats attendus				
R1 : - 10 filières (dont le riz et soja) et 10 marques de produits locaux sont promues au Togo à l'horizon 2020 au travers du modèle ESOP. R2 : - Les ESOP du Togo cumulent 50 000 producteurs fournisseurs en 2020 et 75 000 producteurs fournisseurs en 2025 avec 35 % de femmes. R3 : Les ESOP du Togo cumulent à fin 2020 un chiffre d'affaires de 10 milliards de F CFA dont 50 % distribués en milieu rural. R4 : Le revenu net moyen par producteur fournisseur d'ESOP est porté de xxx en 2014 à 110 000 F CFA en 2020.				
Références				
Isabelle DUQUESNE - Responsable programme Agriculture et alimentation Comité Français pour la Solidarité Internationale - 32 rue Le Peletier 75009 Paris –Tél. +33 (0)1 44 83 63 49 – email : duquesne@cfsi.asso.fr				

Tableau 23 : Fiche synthétique RIARD

Intitulé et acronyme				
« Projet de Repérage d'Initiatives Alimentaires Responsables et Durables (RIARD) au Togo et au Bénin»				
Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	3 ans	2016	2019	CFSI/FF
Maîtrise d'ouvrage :		**Maîtrise d'œuvre :** ETD		
Montant : 46 127 871,91 F FCFA soit Total = 70 363 euros		Partenaires : RESOLIS		
Zones d'intervention				
Togo et Bénin				
Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)				
Togo (Blitta) : Chef projet + 02 Assistants (Animateur de territoire et Technicien Agricole)				
Objectif spécifique				
1. Repérer des IARD et constituer un échantillon. 2. Analyser les externalités environnementales, sociales, culturelles et pédagogiques des IARD. 3. Promouvoir les IARD et accompagner leur réplication et/ou leur changement d'échelle. 4. Préparer des actions de promotion des produits locaux. 5. Préparer des actions de plaidoyer « Promotion du Consommer local »				
Résultats attendus				
R1 : - Repérer au moins 70 IARD. R2 : Analyse statistiques, cartographiques et infographique de l'échantillon. R3 : Une demi-douzaine de processus d'essaimage ou de changement d'échelle initiés. R4 : Promotion des ventes des produits locaux. R5 : Evolution des politiques publiques et des accords internationaux				
Références				
Isabelle DUQUESNE - Responsable programme Agriculture et alimentation Comité Français pour la Solidarité Internationale - 32 rue Le Peletier 75009 Paris –Tél. +33 (0)1 44 83 63 49 – email : duquesne@cfsi.asso.fr				